

UM 11

Proposée par l'Association des journalistes de Macédoine (AJM)

Le Congrès mondial de la Fédération Internationale des Journalistes réuni à Angers du 7 au 10 juin 2016

Condamne l'arrestation de Zoran Bozhinovski, journaliste freelance et fondateur du média en ligne Burevensik.org le 21 avril, après son extradition de Serbie où il a vécu ces 3 dernières années ;

Constate avec effarement que Bozhinovski a été arrêté et est à présent en détention pour 30 jours supplémentaires parce que le Procureur macédonien l'a accusé, en 2013, d'espionnage, d'association de malfaiteurs et de chantage ;

Constate également que l'arrestation de journalistes pour différentes activités criminelles sans aucune preuve n'est pas une pratique acceptable dans des pays libres et démocratiques. Ce genre d'accusations contribue au discrédit des journalistes parce qu'ils sont considérés comme des traîtres et des criminels. Ces accusations détruisent la confiance de l'opinion publique envers les journalistes.

Nous sommes témoins du travail réalisé par Bozhinovski et des publications qu'il a diffusées sur la base de faits et de documents impliquant les représentants du Gouvernement dans des activités criminelles.

C'est pourquoi nous pensons que la seule raison pour laquelle il a été arrêté est d'empêcher la publication de nouveaux articles. Ceci peut avoir un impact négatif sur la liberté des médias en Macédoine et empêchera d'autres journalistes d'enquêter sur les actes répréhensibles des institutions publiques;

Réaffirme que le droit des journalistes à enquêter et à écrire leurs articles est inscrit dans le Droit européen ainsi que dans les normes internationales et constitue un principe fondamental du journalisme.

Il est également clairement mentionné dans l'article 16 de la Constitution de la République de Macédoine ;

Par conséquent, le Congrès :

- Soutient pleinement Zoran Bozhinovski et l'affilié de la FIJ, l'Association des journalistes de Macédoine, dans leur campagne pour la liberté de la presse et la défense des droits des journalistes
- Demande au nouveau Comité exécutif de lancer immédiatement un appel aux institutions nationales en Macédoine (le Ministère des Affaires internes, la Cour pénale à Skopje et le Bureau du Procureur général), à l'origine de son arrestation en les exhortant de le libérer